



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 FEVRIER 2022

L'an deux mille vingt-deux le vingt-trois février à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire de la **Communauté Bray-Eawy** s'est réuni à la salle des fêtes de Saint-Saëns, sous la présidence de Monsieur Nicolas BERTRAND.

Commune	Nom	Prénom		Présent	Exc./Abs.	Pouvoir
ARDOUVAL	GOMES	Laurent	T	X (départ à 20h30, avant le vote des délibérations)		Pouvoir à M. MINEL
	GRUBER	Jean	S			
AUVILLIERS	VAN DAMME	Eric	T	X		
	LEGOIS	Anny	S			
BELLENCOMBRE	PREVOST	Thierry	T	X		
	LEROY	Sophie	S			
BOSC-BERENGER	MICHAUT	Nathalie	T	X		
	BOSVAL	Aurélien	S			
BOSC-MESNIL	BATTEMENT	François	T	X		
	FALAISE	Laurent	S			
BOUELLES	COBERT	Gilles	T	X		
	TRESO	François	S			
BRADIANCOURT	ROUSSELIN	Romain	T	X		
	GAUTIER	Alain	S			
BULLY	COSSARD	Christian	T	X	Excusée	P Pouvoir à M. COSSARD
	PAVIOT	Valérie	T			
CALLENGEVILLE	PELTIER	Philippe	T	X		
	JACQUET	Pierre	S			
CRITOT	DROUET	Béatrice	T	X		
			S			
ESCLAVELLES	GUÉVILLE	Denis	T	X		
	CLÉMENT	Jean-Marc	S			
FESQUES	LUCAS	Guy	T		Excusé	
	BERTHE	Maurice	S	X		
FLAMETS-FRETILS	ASSEGOND	Eric	T	X		
	BEUVIN	Alice	S			
FONTAINE-EN-BRAY	NAMMOUR	Fouad	T	X		
	DEBEAUVAIS	Benoît	S			
FRESLES	LEVEQUE	Patrick	T	X		
	LEVN	Sylvain	S			
GRAVAL	BOURGUIGNON	Xavier	T	X		
	GRANDSIRE	Marie-Laure	S			
LA CRIQUE	VACHER	Jacques	T	X		
	COQUATRIX	Christophe	S			
LES GRANDES-VENTES	BERTRAND	Nicolas	T	X		P
	PREVOST	Edwige	T	X		
	HOUSARD	Serge	T	X		
	HENRY	Séverine	T	X		
LES VENTES-SAINT-REMY	DECLERCQ	Sébastien	T	X		
	ELIOT	Vincent	S			
LUCY	VIEUXBLED	Christophe	T		Excusé	Pouvoir à M. CHEMIN
	GROGNIER	Florence	S			
MASSY	DUCLOS	Didier	T	X		
	CANU	Nicolas	S			
MATHONVILLE	PONTY	Jean-Jacques	T		X	
	RICO	Sandrine	S		X	
MAUCOMBLE	BACHELOT	Léon	T	X		

	LEFRANÇOIS	Nathalie	S			
MENONVAL	DEHEDIN	Michel	T	X		
	BONNET DE VALLEVILLE	Gérard	S			
MESNIERES EN BRAY	MINEL	Dany	T	X		P
	CAUVET	Brigitte	T	X		
MESNIL-FOLLEMPRISE	BATTEMENT	Eric	T		Excusé	
	SECRET	François	S	X		
MONTEROLIER	HUNKELER	Hervé	T	X		
	PIERRE	Joël	S			
MORTEMER	VAN HULLE	Daniel	T	X		
	LEFEBVRE	Hervé	S			
NESLE-HODENG	LEMONNIER	Clémence	T		Excusée	Pouvoir à Mme DUVAL
	CANAC	Amélie	S			
NEUFBOSC	PAYEN	Edwige	T	X		
	LEHOUX	Nicolas	S			
NEUFCHATEL-EN-BRAY	LEFRANÇOIS	Xavier	T		Excusé	
	DUVIVIER	Nathalie	T		X	
	DUVAL	Bernard	T		Excusé	Pouvoir à Mme DUNET
	LE JUEZ	Raymonde	T		Excusée	Pouvoir à M. BERTRAND
	TROUDE	Michel	T	X		
	DUPUIS	Arlette	T	X		
	CLAEYS	Dominique	T	X		
	VARLET	Danielle	T	X		
	CAUCHETIEZ	Patrice	T	X		
DUNET	Alexandra	T	X			P
	LACAILLE	Joël	T	X		
NEUVILLE-FERRIERES	GUÉRARD	Hervé	T	X		
	CRISTEN	Catherine	S			
POMMEREVAL	TOURNEUR	Sophie	T	X (départ à 20h, avant le vote des délibérations)		
	DECORDE	Thierry	S			
QUIEVRECOURT	CHEMIN	Philippe	T	X		P
	FERMENT	Chantal	S			
ROCQUEMONT	LEFEBVRE	Christian	T	X		
	GAUTHIER	Jean-Pierre	T	X		
ROSAY	LAURENCE	Joëlle	T	X		
	LIBERGE	Sébastien	S			
SAINT GERMAIN SUR EAULNE	CREVEL	Yves	T	X		
	VERHAEGEN	Caroline	S			
SAINT MARTIN L'HORTIER	BEAUVAL	Manuel	T	X		
	LEROUX	Franck	S			
SAINT MARTIN OSMONVILLE	HAIMONET	Carole	T	X		
	CHEVAL	Serge	T	X		
SAINT SAIRE	DUVAL	Maryse	T	X		P
	LAHAYE	Michel	S			
SAINTE BEUVE EN RIVIERE	BRUCHET	Bernard	T	X		
	LEFEBVRE	Pascal	S			
SAINTE GENEVIEVE EN BRAY	GRESSIER	Robert	T	X		
	BOTTIN	Anthony	S			
SAINT-HELLIER	LUCAS	Alain	T	X		
	BAUDRY	Francine	S			
SAINT-SAËNS	HUNKELER	Karine	T	X		
	FRELAUT	Gilles	T	X		P
	ÉLIE	Mireille	T	X		
	TACCONI	Pascal	T	X		
	CATEL	Sabrina	T		Excusée	Pouvoir à M. FRELAUT
HUCHER	Jacky	T		X		
SOMMÉRY	BAILLEUL	Frédéric	T	X		
	CRETON	Marie-France	S			
VATIERVILLE	BENARD	Daniel	T	X		
	HEUDE	Micheline	S			
	GRUBER	Jean	S			
	DROUET	Béatrice	S		X	

NOMBRE DE DÉLÉGUÉS TITULAIRES EN EXERCICE : 68

DÉLÉGUÉS PRÉSENTS : 58 EN DEBUT DE SEANCE, PUIS 56 AU DEBUT DU VOTE DES DELIBERATIONS

DÉLÉGUÉS VOTANTS : 64 EN DEBUT DE SEANCE, PUIS 63 AU DEBUT DU VOTE DES DELIBERATIONS

Rappel de l'ordre du jour :

- Présentation du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques
- Décisions du Président
- Décisions de Bureau
- Approbation du PV du Conseil Communautaire du 8 décembre 2021
- Communications et informations
- Délibérations :

Finances

- o Débat d'Orientations Budgétaires 2022

Ressources Humaines

- o Modification du régime des astreintes – astreinte de décision
- o Validation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- o Fixation du taux de promotion d'avancement de grade – Educateur des APS Principal 2ème classe
- o Modification du tableau des effectifs : avancements de grades
- o Modification du tableau des effectifs : création d'un poste d'Adjoint Administratif
- o Création de trois postes dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences
- o Création d'un Comité Social Territorial

Aménagement du territoire / Développement économique

- o Aide à l'immobilier d'entreprise : renouvellement, de délégation de la compétence AIE au Département

Tourisme

- o Avenant n°1 à la Convention de partenariat pour l'entretien des aménagements et équipements d'accueil du public en forêt domaniale d'Eawy et en forêt indivise d'Eu
- o Concours photos 2022
- o Sortie Salon International de l'agriculture 2022

- Questions diverses

Présentation du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques

M. Thuilliez fait une présentation du Syndicat du Bassin Versant de l'Arques.

M. Weisz remercie M. le Président pour son invitation ce soir. Il considère qu'il est important pour une structure telle que celle-ci de rendre des comptes, notamment pour montrer ce qui est apporté au territoire. Il explique que pour 1 € par habitant, ce sont 10 € de financement (Département, etc.) levés au bénéfice du territoire. Il ajoute que le syndicat travaille en partenariat avec de nombreux acteurs du territoire (agriculteurs, entreprises etc.).

M. Beauval profite de cette intervention pour solliciter une rencontre au sujet d'un problème sur sa commune, une route sur le point de « se coucher ».

M. Thuilliez en prend note.

M. le Président souhaite revenir sur l'organigramme présenté par M. Thuilliez précédemment.

M. Thuilliez explique que le syndicat compte 12 agents, que ce sont des postes relativement techniques, avec essentiellement des agents de catégorie A et B, et que le choix est fait de très peu externaliser.

M. le Président remercie M. Thuilliez pour sa présentation qu'il qualifie de nécessaire et d'indispensable. Il pense que tous les élus présents ce soir sont d'accords pour reconnaître l'utilité de ce syndicat. Il reprend les propos de la présentation sur les

débuts du syndicat, dans les années 1990 avec les problématiques d'inondation etc. Il pense que nous pouvons nous réjouir de la « force de frappe » lors de sa création. Il dit se réjouir personnellement de la démarche de fusion entreprise ces dernières années créant le SMBV de l'Arques, et permettant d'aller à l'intérieur des terres jusqu'à nos territoires.

Il explique que ce qui provoque des « grincements de dents » aujourd'hui c'est l'augmentation de 8 000 euros proposée par le syndicat. Il pense que les « satellites » qui gravitent autour des Communautés de communes vont devoir prendre les mêmes décisions difficiles que ces dernières. Il évoque certaines réunions tendues où il a demandé à cette structure de « réduire la voilure » sur les frais de fonctionnement. Il rappelle que c'est la communauté de communes qui lève l'impôt et que c'est elle qui a le mauvais rôle. Il comprend mais pense que c'est un peu facile pour le syndicat, dans un contexte de baisse des subventions de choisir de demander à l'intercommunalité d'augmenter les impôts, plutôt que d'essayer de faire baisser le coût de son fonctionnement. Il se désole de voir les lourds efforts fait par la communauté de communes noyés par ces satellites.

Il indique avoir fait le point avec son directeur et annonce que ce sont 177 500 € qui sont fléchés pour le syndicat.

Il tient ensuite à rappeler qu'il est président de l'intercommunalité mais qu'il est aussi vice-président au département. Aussi, il tient à préciser une information exposée par M. Thuilliez lors de la présentation : pour 1 € de contribution ce ne sont pas tout à fait 10 € levés pour le territoire. Il admet ne pas être expert sur ce sujet mais constate tout de même que les contributions versées par l'intercommunalité ne servent quasiment plus qu'à financer les frais de structure et qu'il n'y a plus de moyens pour des réalisations d'ouvrages, d'équipements, etc.

Il rappelle les 300 000 € d'économie faites par l'intercommunalité au niveau du personnel et est interpellé par l'organigramme du syndicat. Il explique que la communauté de communes n'a jamais eu de chargé de communication à temps complet, n'a pas de juriste, etc.

Il tient à dire, avec force que ce n'est pas à la Communauté de communes de palier au désengagement de l'Etat et de l'Agence de l'eau.

Il rappelle les négociations, l'écart des contributions entre les intercommunalités, en précisant que la Communauté Bray-Eawy était la plus lésée. Il ajoute qu'en observant le tableau présenté, avec les augmentations annoncées, le constat est que les évolutions nous feront revenir au point de départ.

Il reconnaît que l'évolution des bases va aider l'intercommunalité pour l'année à venir mais ajoute que cela ne durera pas. Il reconnaît également le travail et le bien fondé de cette structure mais annonce ce soir que si le syndicat active les 8 000 € d'augmentation, il mettra à l'ordre du jour du prochain bureau la question de rester, ou non dans le SMBV de l'Arques. Il précise que l'intercommunalité aurait la possibilité de faire des choses avec les 178 000 € actuellement fléchés.

Il explique que l'intercommunalité ne peut pas asphyxier les habitants en augmentant les impôts, et qu'il n'est pas possible de toujours demander aux intercommunalités de faire des efforts. Il ajoute que ces propos valent pour l'ensemble des partenaires de l'Etat, avec toujours le même schéma : création de structures et les frais de fonctionnement qui vont avec (bureaux, voitures, etc) puis le désengagement de l'Etat se répercutant sur les collectivités.

Aussi, il conclut son propos en reconnaissant l'utilité de la structure mais en rappelant l'équilibre à trouver entre la nature qui évolue et les équilibres financiers.

M. Weisz remercie M. le Président pour sa franchise mais souhaite rappeler que la mutualisation de l'ensemble du territoire a permis de réaliser un certain nombre d'économies. Il indique que ce sont près de 80 000 € d'économies ont été réalisées avec la fusion, permettant une baisse des cotisations à partir de 2018 pour la Communauté Bray-Eawy. Il explique que des efforts sur le fonctionnement ont été faits, et que la difficulté ne vient pas de là mais du désengagement de l'Agence de l'eau, alors qu'il s'agit de politiques essentielles notamment sur les problématiques liées aux ruissèlements agricoles. Il revient à présent sur le poste à temps complet de chargé de communication en expliquant que l'une des missions du syndicat est la prévention dans les entreprises, les services publics etc. Il précise que son rôle est de mettre en place des outils dans ce but, et que si nous ne travaillons pas sur la prévention nous courons à de grandes difficultés.

Il admet que la Communauté de communes a le « mauvais rôle » puisque la GEMAPI est levée par rapport à la taxe foncière. Aussi, il s'interroge sur la possibilité de travailler sur les 3 % de hausse annoncée pour que cela soit neutre.

M. le Président remercie M. Weisz et M. Thuilliez pour cette présentation et invite les élus à poser leurs questions.

M. Minel reconnaît l'importance de ce type de structure et son utilité, mais déplore que d'un point de vue général sur la culture du risque, le gouvernement ne fasse pas le travail.

Il rejoint M. le Président sur plusieurs points, notamment sur le fait qu'il n'est pas possible d'aller à l'encontre de la nature. Sur l'augmentation des cotisations, il rappelle les 3.4% et explique que cela n'est pas sans conséquence pour les habitants.

Il tient à exprimer un certain « ras le bol » de ce schéma qui se répète trop souvent selon lui, qui est le désengagement de l'Etat, lui-même à l'origine de la création de ce type de structures, et donc de la création d'un besoin. Concernant le désengagement de l'Agence de l'eau il considère que la réponse qui devrait être faite est qu'en cas d'arrêt du subventionnement, la structure arrête ses actions.

M. Weisz explique bien vouloir rendre la compétence, ne plus « faire » comme le suggère M. Minel mais explique que ce n'est pas possible. Il précise qu'à partir du moment où il y a compétence, du syndicat ou de l'intercommunalité, il faut l'exercer.

M. Minel explique que sans les ressources, il ne faut pas « faire » ou bien limiter les actions.

M. Weisz rappelle ses démarches, explique avoir écrit au Préfet etc.

M. Minel précise qu'il ne remet pas en cause le travail qui est fait mais s'interroge sur le fonctionnement. Il donne l'exemple des haies, pour lesquelles le PETR porte une action également.

M. Weisz répond à ce sujet qu'il s'agit d'un travail conjoint.

M. Vacher rappelle qu'il y a beaucoup d'ouvrages sur le territoire Bray-Eawy et qu'ils sont mieux entretenus que par le passé. Néanmoins, il explique ne pas être d'accord avec la proposition d'augmentation de la cotisation. Il explique que le syndicat détient des parcelles qu'il n'était pas conscient de détenir jusqu'à il y a peu de temps, représentant un peu plus de 3 000 € de frais d'entretien supplémentaires. Aussi, il pense que le syndicat doit faire des économies.

M. le Président explique que la Communauté de communes n'acceptera pas cette augmentation, que cela n'est plus possible.

M. Vacher pense qu'il faut se montrer humble et que le syndicat doit faire des efforts.

M. le Président pense recevoir mandat des élus ce soir pour demander une constance au niveau des contributions.

M. Weisz n'est pas certain que cela soit techniquement possible.

M. le Président explique qu'il apprécierait avoir un chargé de communication à plein temps, ou un ambassadeur de tri au sein des effectifs de la Communauté de communes mais que des efforts doivent être faits.

M. Weisz demande de limiter l'augmentation des bases aux 3.4 %.

M. Minel se dit révolté. Il donne l'exemple des retournements de pâtures, avec la création d'une commission agricole et la non application des recommandations émises. Il reconnaît que 8 000 € ce n'est pas beaucoup, mais qu'il faut savoir dire stop.

M. le Président indique qu'une rencontre aura lieu dans les prochains jours avec le syndicat, mais qu'il ne se dira rien de plus à ce sujet.

Mme Hunkeler est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

Décisions du Président (recueil de ces décisions disponible auprès du secrétariat général de la Communauté Bray-Eawy)

Décision du Président 2021-17 : 3ème Festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy » (PETR)

Décision ayant permis d'autoriser Monsieur le Président à demander au PETR d'affecter les fonds LEADER qui étaient attribués à ce festival pour les éditions 2019-2020-2021 aux éditions 2019-2022-2023.

Décision du Président 2021-18 : 3ème Festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy » (Département)

Décision ayant permis d'autoriser Monsieur le Président à demander l'aide financière du Département de Seine-Maritime pour la 3ème édition de son festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy ».

Décision du Président 2021-19 : Festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy » (Région)

Décision ayant permis d'autoriser Monsieur le Président à demander l'aide financière de la Région Normandie pour la 3ème édition de son festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy ».

Décision du Président 2021-20 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Déchets »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Déchets » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-21 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Mobilité emploi »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Mobilité emploi » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-22 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Navette Être senior en Bray-Eawy »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Navette Être senior en Bray-Eawy » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-23 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Portage de Repas à domicile »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Portage de Repas à domicile » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-24 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Produits des spectacles »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Produits des spectacles » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-25 : Acte portant suppression d'une régie de recettes – « Transports scolaires »

Décision ayant permis la suppression de la régie de recettes « Transports scolaires » dès le 15 décembre 2021.

Décision du Président 2021-26 : Dossier de subvention Randonnée pédestre

Décision ayant permis d'autoriser M. Le Président à signer le dossier de demande de subvention relatif aux aides du Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires.

La décision a été signée pour la demande de subvention des itinéraires suivants : Le Carouge, Le Goulet, Les Hauts Champs, Les Six Frères, Le Val Ygot, Vers la Forêt d'Eawy, Vers la Forêt d'Eu, Le Marie Cloche, A partir de Fesques, Au fil de l'Eaulne, Aux sources de l'Eaulne, La Mare aux Daims, La Montagne, La Chapelle Hodeng, Vers les Bois de Neuville-Ferrières, Autour de Bully, Par les Hauts de Fresles, La forêt du Hellet, Autour de Neufchâtel, la Forêt de Ménonval, La plaine de Maucombe, Le Puits merveilleux, Le Cheval Rouge, La Fresnaye, La Heuze.

Décision du Président 2021-27 : Bail civil – 6 place Notre Dame

Décision ayant permis de signer, avec La SCI LOUNA, le Bail CIVIL du local situé 6 Place Notre-Dame à Neufchâtel-en-Bray pour une durée de 2 ans et de fixer le montant du loyer mensuel à 600 euros pour la première année.

Décision du Président 2021-28 : Attribution du marché public relatif à la mission de programmation et assistance quant à l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare de Montérolier - Buchy

Décision ayant permis à la Communauté Bray-Eawy d'attribuer le marché de mission de programmation et d'assistance relative à l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal de la Gare de Montérolier – Buchy à la Société Craquelin pour un montant de 54 127.30 euros hors taxes.

Décisions du Bureau (recueil de ces décisions disponible auprès du secrétariat général de la Communauté Bray-Eawy)

Décision de Bureau 2021-30 : Report du festival " Rencontres-Nous en Bray-Eawy"

Considérant :

- La volonté de la Communauté Bray-Eawy de soutenir une diffusion artistique populaire et de proximité ;
- L'impossibilité de pouvoir maintenir l'édition 2021 du festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy » en raison de la pandémie ;
- La nécessité de maintenir un développement culturel sur le territoire Bray-Eawy ;
- La nécessité de soutenir les acteurs du monde culturel (troupes, orchestres, compagnies, prestataires, ...) en leur garantissant de pouvoir se produire sur notre territoire en 2022 tel que cela était prévu en 2021 notamment avec nos partenaires comme le PETR ;

Décision ayant permis :

- D'autoriser le report dans son intégralité du festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy » 2021 en 2022.
- D'autoriser Monsieur le Président à signer les contrats de production relatifs à l'organisation de la programmation.

- D'autoriser Monsieur le Président à signer une convention de partenariat avec la Commune des Grandes-Ventes pour le financement de l'organisation de la soirée de clôture du festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy ».
- D'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions financières avec les partenaires privés pour l'organisation du concert de clôture du festival « Rencontres-Nous en Bray-Eawy ».

Décision de Bureau 2021-31 : Convention de partenariat / Foire de Rouen 2022

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Office de Tourisme de Normandie Inter-Caux-Vexin, une action conjointe est organisée pour participer à la Foire de Rouen 2022.

Cette action à destination des visiteurs de la Foire de Rouen 2022, viserait à promouvoir le territoire de ces deux intercommunalités.

L'Office de Tourisme Bray-Eawy s'engagera à être acteur dans l'élaboration de ce partenariat et notre Communauté de Communes s'engagerait à contribuer à hauteur de 200€, versés à l'Office de Tourisme Inter-Caux-Vexin pour le partage des frais liés à l'organisation et à l'inscription à l'évènement.

Décision ayant permis de signer la convention de partenariat et de réalisation avec l'Office de tourisme Inter-Caux-Vexin.

Approbation du procès-verbal du Conseil du 8 décembre 2021

M. Guerard remarque que la mention d'une de ses questions au sujet de la réunion sur la valorisation de la varenne a été omise.

M. le Président entend la remarque de M. Guerard et répond que ces précisions seront ajoutées.

Le procès-verbal du Conseil Communautaire du 8 décembre 2021 est approuvé, à l'unanimité, par les membres du Conseil Communautaire.

Communications et Informations

- En vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique, diverses lois sont abrogées et une grande partie de ses dispositions entreront en vigueur le 1^{er} mars 2022. Cela concerne notamment la loi n°83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires ou la loi n°84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La codification est réalisée à droit constant. L'ordonnance (article 11) précise notamment quelques réserves avec effet différé de l'entrée en vigueur ; cela concerne les articles 6, 7 et 8 de l'ordonnance.
- La partie réglementaire du code général de la fonction publique est annoncée pour 2023.

Délibérations

Finances

Débat d'Orientations Budgétaires 2022

20h00 : Départ de Mme Tourneur.

M. Le Dortz fait une présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires.

M. Nammour demande à combien s'élève la prise en charge du Centre Aquatique.

M. Le Dortz répond que le montant annuel est de 420 000 €.

M. Minel remarque les 22 % d'augmentation du budget environnement. Il pense qu'il faut absolument que les dépenses relatives à la collecte des ordures ménagères soient couvertes par la TEOM. Il rappelle qu'à l'époque de l'ex Communauté de Communes du Pays Neufchâtelois il y avait un peu de marge sur ce budget, permettant de mettre en place des politiques nouvelles. Il pense qu'il ne peut pas en être autrement et rappelle la hausse du prix du carburant.

M. Beauval ajoute la hausse de la taxe enfouissement (TGAP) et des contrats liés à cette compétence qui pèsent également sur le budget environnement.

M. Gauthier demande dans quelle proportion nous enfouissons.

M. Minel s'interroge sur les différentes méthodes d'élimination.

M. Le Dortz explique qu'une étude est en cours sur ces sujets.

M. Rousselin annonce le projet de création d'une tranche inférieure dans la tarification des ALSH. Il explique qu'il s'agit d'un jeu d'équilibre entre les tranches, afin d'avoir des écarts de valeurs plus importants qu'aujourd'hui.

M. Minel se dit favorable et demande quand est-ce que cela sera applicable.

M. Rousselin répond que cela dépendra de la validation.

M. Le Dortz explique que l'intercommunalité sera sur un résultat légèrement positif mais qu'elle dégagera un faible autofinancement. Il alerte l'assemblée en rappelant l'importance d'épargner.

M. Bruchet rejoint les propos de M. Le Dortz et donne l'exemple d'un camion qui tomberait en panne et qu'il faudrait remplacer. Il pense que nos finances sont fragiles.

20h30 : départ de M. Gomes (pouvoir à M. Minel)

M. Namour souhaite revenir sur la dernière conférence des maires, le 1^{er} février 2022, au cours de laquelle il avait été proposé que la ville verse un fond de concours à hauteur de 100 000 € à l'intercommunalité, il demande ce qu'il en est.

M. le Président rappelle l'objet de la conférence des maires évoquée par M. Namour et explique que l'idée est de trouver un accord entre l'intercommunalité et la commune de Neufchâtel-en-Bray au sujet du financement du centre aquatique, considérant que la compétence était initialement communale, et cela dans le cadre réglementaire (transfert de compétence → transfert de moyens.)

Il rappelle que les maires lui ont donné mandat pour :

- Travailler sur un fond de concours inversé ;
- Actualiser l'étude relative à la FPU (retour dans 1 à 2 mois) ;
- Etudier la place de la Communauté de communes dans le projet de la maison du fromage.

Il ajoute que le compte rendu de cette conférence des maires sera envoyé à l'ensemble des conseillers communautaires d'ici les prochains jours et indique avoir contacté la commune de Neufchâtel-en-Bray pour déterminer une date de rencontre, sans retour pour le moment.

M. le Président remercie M. Bruchet, M. Le Dortz et la commission « finances » pour la qualité des travaux présentés ce soir. Il rappelle à l'assemblée que la situation est compliquée, et qu'ajouter trois territoires pauvres n'en font pas un territoire riche. Il explique que suite à la dernière réunion de Bureau, il sera proposé au conseil d'avril de ne pas augmenter la fiscalité en 2022. Cela notamment au titre de la revalorisation des bases de 3 % qui ne sera pas indolore pour les contribuables. Il explique que l'intercommunalité est aujourd'hui « à l'os », aussi les solutions sont soit d'activer le levier fiscal, soit de faire un bilan pour voir si l'Etablissement a les moyens de ses ambitions.

En revanche s'agissant de la TEOM, il pense qu'il faut être réaliste, en tenant compte de l'augmentation significative du prix du carburant. Il rappelle que le camion avec pressoir consomme 45 à 50 litres aux 100 km et craint de nouvelles augmentations. Il ajoute à cela les 22 % de hausse des contrats de traitement et explique avoir demandé une analyse précise sur l'impact que cela a sur l'exercice du budget.

Il souhaite qu'en parallèle de cet ajustement, qui lui paraît inévitable, la commission « environnement » continue à étudier la collecte des déchets. Il pense qu'il y a une vraie harmonisation à faire, pour avoir une vraie équité sur le territoire.

M. Gauthier y est sensible, il rappelle qu'aujourd'hui avec le regroupement territorial, plusieurs systèmes cohabitent avec d'un côté l'ex Communauté de communes de Saint Saëns qui passe par le SMEDAR, avec incinération, et de l'autre côté les deux autres anciennes Communautés de communes qui passent par de l'enfouissement. Il croit véritablement, au-delà de tout cela, qu'il y a des politiques liées au développement durable à mener et qu'il faudra choisir entre enfouissement et incinération.

M. le Président souhaite faire un point sur la collecte des déchets. Il explique qu'une étude sur la matrice des coûts est en cours, mais précise rester sur l'idée d'étudier un passage de la TEOM vers la TEOMI, avec un mécanisme pollueur / payeur. Il ajoute que le fait de réévaluer la TEOM doit être associé avec les autres leviers.

Il rappelle que l'Etablissement n'a toujours pas touché à l'« héritage » mais qu'il est essentiel de ne pas nous en servir à l'avenir pour financer du fonctionnement.

M. Minel souhaite faire un commentaire par rapport à des remarques qu'il a pu entendre sur le fait que l'ex Communauté de communes du Pays Neufchâtelois n'avait pas prévu le fonctionnement du Centre Aquatique. Il rappelle qu'à l'époque, la discussion était de soit demander une contribution à la ville de Neufchâtel-en-Bray, soit de passer à la FPU. Il explique avoir travaillé à l'époque avec les services de l'Etat. Aussi, il n'accepte pas les remarques pointant les actuelles difficultés comme le résultat d'une imprévoyance, il insiste sur le fait que ce n'est pas vrai.

Concernant le budget, il a entendu les orientations prises sur deux choses, d'une part l'investissement, sujet sur lequel il est serein, puisque l'Etablissement a des économies et d'autre part le fonctionnement, qui lui cause en revanche des inquiétudes. Il pense que la seule augmentation de la TEOM ne suffira pas et qu'il faut trouver d'autres solutions.

Il rappelle qu'il faut trouver des accords et que la ville de Neufchâtel-en-Bray ne peut pas se désengager. Il regrette que cela n'ait pas été évoqué avant l'ouverture de l'équipement.

Il explique que si la nouvelle étude menée sur la CFU prouve qu'elle n'est pas si néfaste que cela a pu être présenté pour les communes, cela ne réglera tout de même pas le problème car la piscine a déjà été transférée.

Par ailleurs, il pense que mettre en place une augmentation faible mais régulière de la fiscalité est préférable au fait d'augmenter la pression fiscale par « à-coup ».

M. Bruchet explique que pour récupérer 100 000 euros il faudrait augmenter la fiscalité de 16 %.

M. Minel ajoute que pour faire des projets il faudrait augmenter la fiscalité de quatre fois 16 %. Aussi, il explique qu'il faut trouver des solutions pour pouvoir faire des projets. Il rappelle qu'il faut faire en sorte que la commune de Neufchâtel-en-Bray participe à cet effort car c'est la parole qui avait été donnée.

M. le Président fait le vœu que la sagesse l'emportera et qu'une solution soit trouvée dans l'intérêt du territoire.

Il pense que ce qui caractérise la quasi-totalité des élus c'est leur connexion avec leurs habitants, et qu'aujourd'hui le contexte est très tendu pour chacun. Aussi, une revalorisation des bases de 3.4 % + une revalorisation de la TEOM + une revalorisation des taux de la Communauté de communes, sans compter une éventuelle augmentation de la fiscalité des communes, lui paraissent difficiles à encaisser pour les habitants. Il pense qu'il faut se montrer raisonnable et indique que l'Etablissement va d'abord étudier la TEOM et voir ce qu'il est possible de faire plus tard.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRE) ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté de Communes Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu le Rapport d'Orientations Budgétaires proposé figurant dans le dossier joint en annexe ;

Vu l'avis de la commission des Finances en date du 15 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Que le budget de la Communauté de Communes Bray-Eawy est une étape essentielle, car il traduit en termes monétaires les orientations politiques dans un cadre réglementaire donné.

Que l'article L.2312-1 du C.G.C.T. impose aux EPCI, comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, d'organiser dans les deux mois précédant l'examen du budget, un Débat d'Orientations Budgétaires.

Qu'il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Où l'exposé de Monsieur le Président et de M. le Vice-Président aux Finances, sur les principaux choix budgétaires de l'exercice 2022,

Où les explications fournies,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'**unanimité** :

Article 1^{er} : De prendre acte de la présentation d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires 2022 de la Communauté de Communes Bray-Eawy.

Article 2 : De prendre acte de la tenue du Débat relatif au Rapport sur les Orientations Budgétaires 2022 de la Communauté de Communes Bray-Eawy.

Ressources Humaines

Modification du régime des astreintes – astreinte de décision

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 5 et 9 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié portant statut des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu la délibération n°D145 du Conseil Communautaire du 19 décembre fixant le régime des astreintes ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 février 2022 ;

Considérant,

Qu'une astreinte de décision se définit comme une situation dans laquelle le personnel d'encadrement peut être joint directement, par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention, ou de permanence.

Que pour les besoins de l'établissement, il y a lieu de modifier le régime des astreintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'**unanimité** :

Article 1 : D'autoriser la modification de l'astreinte de décision dévolue au Pôle Environnement dans les conditions suivantes :

Postes concernés : Les agents techniques du pôle environnement peuvent se voir confier une astreinte de décision, afin d'arrêter les dispositions nécessaires au fonctionnement du Service Environnement.

L'agent en charge de l'astreinte peut être joint directement, par le responsable de service, les agents, le Directeur Services ou les élus en dehors des heures d'activité normale du service pour répondre à des questions d'organisation imprévues et prendre toute décision pour permettre la continuité du service de collecte des déchets notamment.

Indemnisation : Les indemnités sont attribuées de manière forfaitaire et suivront automatiquement les taux fixés par arrêtés ministériels sans besoin de prendre une nouvelle délibération.

L'agent effectue son astreinte sur la semaine complète et le nombre de semaines d'astreintes équivaut au nombre de semaines dans le mois, hors congés.

L'indemnité sera calculée chaque mois en proratisant les semaines incomplètes. L'indemnité d'astreinte ne sera pas versée lors des périodes de congés.

Article 2 : *D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Validation du document unique d'évaluation des risques professionnels

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu le Code du travail, notamment ses articles L4121-3 et R4121-1 et suivants,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 108-1 ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié portant statut des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 février 2022 ;

Considérant l'accompagnement du Centre de de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime,

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire que la mise en place du document unique d'évaluation des risques professionnels est une obligation pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Afin de répondre à cette obligation, l'Etablissement a renforcé sa démarche de prévention en établissant son document unique d'évaluation des risques professionnels.

Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec les services du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime, dans le cadre de leur mission « Accompagnement à la réalisation du document unique ».

L'ensemble des services et matériels a été étudié afin de répertorier tous les risques potentiels. Les agents ont également été consultés afin d'analyser leurs postes de travail.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans l'établissement afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Sa réalisation permet ainsi :

- de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- d'instaurer une communication sur ce sujet,
- de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le document unique doit être mis à jour une fois par an en fonction des nouveaux risques identifiés ou lors d'une réorganisation modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il relève de l'entière responsabilité de l'autorité territoriale qui doit donc veiller à ces prescriptions.

Plus largement, le document unique d'évaluation des risques professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de l'établissement.

Le document unique sera consultable par voie dématérialisée sur le serveur de la Communauté Bray-Eawy.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'**unanimité** :

Article 1^{er} : De valider le document unique d'évaluation des risques professionnels et le plan d'actions annexés à la présente délibération.

Article 2 : D'approuver l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fixation du taux de promotion d'avancement de grade – Educateur des APS Principal 2^{ème} classe

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 février 2022 ;

Considérant,

Que M. le Président rappelle qu'en application de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer le taux de promotion pour chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emplois figurant au tableau des effectifs de la collectivité à l'exception de ceux relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale, après avis du Comité Technique ; que l'entrée en vigueur prochaine du code général de la fonction publique n'a pas d'effet sur ces dispositions dès lors que la codification est réalisée à droit constant ;

Qu'il propose donc de fixer, au regard des circonstances locales, le taux de promotion d'avancement, grade par grade, ce taux est à appliquer au nombre de fonctionnaires remplissant les conditions d'avancement au grade supérieur pour obtenir le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus ;

M. le Président précise que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié ;

Dans ces conditions, le taux de promotion de chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emplois figurant au tableau des effectifs de l'établissement, pourrait être fixé de la façon suivante :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade	Taux en %
B	Educateur des APS	Educateur des APS Principal 2 ^{ème} classe	100 %

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'**unanimité** :

Article 1^{er} : De retenir les taux de promotion tels que présentés dans sur le tableau ci-dessus.

Article 2 : D'inscrire les crédits nécessaires au budget.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Modification du tableau des effectifs : avancements de grade

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu la délibération n°2017-D25 fixant le taux d'avancement de grade de Rédacteur Principal 1^{ère} Classe ;

Vu la délibération n°2017-D55 fixant le taux d'avancement de grade d'Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe ;

Vu la délibération n°2017-D169 fixant le taux d'avancement des grades d'Adjoint Administratif Principal 1^{ère} et 2^{ème} Classe ;

Vu la délibération n°2022-D04 fixant le taux d'avancement de grade d'Edicateur des APS Principal 2^{ème} classe ;

Vu le tableau des effectifs de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Qu'il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services ;

Les propositions d'avancement de grade émises par le Centre de Gestion de Seine-Maritime, au titre de l'année 2022, en faveur d'agents de la Communauté Bray-Eawy, comme suit :

Grade Actuel	Nouveau Grade	Date d'effet
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	1 ^{er} mars 2022
Adjoint Technique (2)	Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe (2)	1 ^{er} mars 2022
Educateur des APS	Educateur des APS Principal 2 ^{ème} classe	1 ^{er} mars 2022
Rédacteur Principal 2 ^{ème} classe	Rédacteur Principal 1 ^{ère} classe	1 ^{er} juin 2022
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	Adjoint d'Administratif Principal 1 ^{ère} classe	5 juillet 2022
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe (2)	Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe (2)	5 juillet 2022

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'**unanimité** :

Article 1^{er} : D'adopter les modifications du tableau des effectifs, à compter du 1^{er} mars 2022, telles que :

- Suppression d'un poste d'Adjoint Technique Principal 2^{ème} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Création d'un poste d'Adjoint Technique Principal 1^{ère} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints d'Animation Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Suppression de deux postes d'Adjoint Technique, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Création de deux postes d'Adjoint Technique Principal 2^{ème} Classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Suppression d'un poste d'Edicateur des APS, correspondant au cadre d'emplois des Educateurs Territoriaux des APS, catégorie B, à temps complet.

- Création d'un poste d'Edicateur des APS Principal 2^{ème} Classe, correspondant au cadre d'emplois des Educateurs Territoriaux des APS, catégorie B, à temps complet.

Article 2 : D'adopter les modifications du tableau des effectifs, à compter du 1^{er} juin 2022, telles que :

- Suppression d'un poste de Rédacteur Principal 2^{ème} Classe, correspondant au cadre d'emploi des Rédacteurs Territoriaux, catégorie B, à temps complet.
- Création d'un poste de Rédacteur Principal 1^{ère} Classe, correspondant au cadre d'emplois des Rédacteurs Territoriaux, catégorie B, à temps complet.

Article 3 : D'adopter les modifications du tableau des effectifs, à compter du 5 juillet 2022, telles que :

- Suppression d'un poste d'Adjoint Administratif Principal 2^{ème} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal 1^{ère} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Suppression de deux postes d'Adjoint Technique Principal 2^{ème} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints Technique Territoriaux, catégorie C, à temps complet.
- Création de deux postes d'Adjoint Technique Principal 1^{ère} classe, correspondant au cadre d'emplois des Adjoints d'Animation Territoriaux, catégorie C, à temps complet.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Modification du tableau des effectifs : création d'un poste d'Adjoint Administratif

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement.

Monsieur le Président expose qu'il est nécessaire de créer un emploi permanent en raison des missions suivantes :

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il propose au conseil communautaire de créer, à compter du 1^{er} mars 2022, un emploi permanent d'agent du service tourisme en charge de l'accueil et de la communication, relevant de la catégorie hiérarchique C et du grade d'Adjoint Administratif à temps complet. Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

Il demande que le conseil communautaire l'autorise à recruter un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire conformément aux conditions fixées à l'article 3-2 (futur article L332-14 du code général de la fonction publique) ou à l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (futur article L332-8 du code général de la fonction publique).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : De créer un emploi permanent sur le grade d'Adjoint Administratif relevant de la catégorie hiérarchique C pour effectuer les missions d'agent du service tourisme en charge de l'accueil et de la communication à temps complet.

Article 2 : D'autoriser le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire. En cas de recrutement au titre de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ou de l'article L332-8 du code général de la fonction publique, le niveau de recrutement sera à minima un diplôme de niveau III ou de qualification équivalente et la rémunération (à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération) calculée par référence, au maximum, sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire du grade d'Adjoint Administratif.).

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Création de trois postes dans le cadre du dispositif « parcours emploi compétences »

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ou le code général de la fonction publique qui s'y substituera à compter du 1^{er} mars 2022 en vertu de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Que le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi ;

Que la mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Que les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé et que ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

Que la durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 30 heures au maximum par semaine, la durée du contrat est de 12 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Monsieur le Président propose de créer trois emplois dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- Au sein du Pôle Environnement : un emploi venant en soutien administratif de la responsable du Pôle.
 - o Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)
 - o Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum
 - o Rémunération : SMIC horaire

- Au sein du Pôle Aménagement du territoire / Développement économique : un emploi en soutien administratif de la responsable du Pôle.
 - o Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)
 - o Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum
 - o Rémunération : SMIC horaire

- Service Tourisme : un emploi en soutien technique sur les chemins de randonnées.
 - o Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)
 - o Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum
 - o Rémunération : SMIC horaire

Et de l'autoriser à intervenir à la signature de la convention avec Pôle Emploi et des contrats de travail à durée déterminée avec les personnes qui seront recrutées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : De créer trois postes dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- *Au sein du Pôle Environnement : un emploi venant en soutien administratif de la responsable du Pôle.*
 - o *Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)*
 - o *Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum*
 - o *Rémunération : SMIC horaire*

- *Au sein du Pôle Aménagement du territoire / Développement économique : un emploi en soutien administratif de la responsable du Pôle.*
 - o *Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)*
 - o *Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum*
 - o *Rémunération : SMIC horaire*

- *Service Tourisme : un emploi en soutien technique sur les chemins de randonnées.*
 - o *Durée du contrat : 12 mois (renouvelable une fois)*
 - o *Durée hebdomadaire de travail : 30 heures maximum*
 - o *Rémunération : SMIC horaire*

Article 2 : D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour ces recrutements.

Création d'un Comité Social Territorial

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 5 et 9 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié portant statut des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 modifié relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 février 2022 ;

Considérant,

Le Président précise aux membres du Conseil Communautaire que l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, sans préjudice de l'entrée en vigueur du code général de la fonction publique, prévoit qu'un Comité Social Territorial est créé localement dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents.

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 sert à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 51 agents ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : L'élection des représentants du personnel et la mise en place du CST interviendra lors du renouvellement général pour lui permettre de siéger à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 2 : *D'informer Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime de la création de ce Comité social territorial.*

Article 3 : *Monsieur le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Aménagement du territoire / Développement économique

Renouvellement de la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise avec le Département de Seine Maritime

M. Guerard demande combien cela a coûté à l'intercommunalité.

M. Lucas répond que le budget dédié s'élève à 30 000 €.

M. Guerard demande si l'intégralité du budget a été utilisée.

M. Lucas répond que l'intégralité du budget a été engagée, permettant d'aider 25 entreprises.

M. le Président précise que ce dispositif permet d'aider les artisans et commerçants du territoire. Il pense que la Communauté Bray-Eawy se devait de « mettre la main au portefeuille » afin de faire levier auprès du Département et de la Région.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment l'article L.1511-3,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dont l'article L5214-16 relatif aux compétences des communautés de communes notamment sur le développement économique ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 6 décembre 2016, acceptant le principe d'un conventionnement avec les EPCI qui souhaiteraient déléguer la compétence d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise au Département,

Vu la délibération n°D141 en date du 30 octobre 2017 actant la délégation de la compétence Aides à l'Immobilier d'Entreprises au Département de la Seine Maritime dont la mise en œuvre est conjointe via la signature d'une convention de partenariat ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 09 décembre 2021, actant le principe de reconduction jusqu'au 31 décembre 2026 des délégations de compétences des EPCI en matière d'aides à l'immobilier d'entreprise au profit du Département ;

Vu le projet de convention annexé ;

Vu l'avis favorable de la commission « Aménagement de l'Espace » en date du 25 janvier 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant,

Que la délégation de compétence, contrairement à un transfert de compétences, est protectrice des droits de notre EPCI et de ses communes, puisqu'elle ne s'interprète pas comme un transfert et permet à l'EPCI de préserver les pouvoirs notamment de contrôle que la loi lui confère ;

Que, selon l'article L.1511-3 du CGCT modifié par la loi NOTRe, l'EPCI à fiscalité propre est compétent pour décider de l'attribution des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles ;

Que la Communauté Bray Eawy, en tant qu'EPCI à fiscalité propre, peut, par voie de convention passée avec le Département, déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie des aides à l'immobilier d'entreprise ;

Que les aides ont pour objet de favoriser la création ou l'extension des activités économiques participant ainsi au dynamisme économique du territoire ;

La volonté politique des élus de la Communauté Bray-Eawy de faire une priorité du renforcement et du développement du tissu économique local, en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels, privés et associatifs ;

Que le bilan du dispositif départemental est positif sur l'ensemble des 15 EPCI Seinomarins ayant délégué leur compétence ;

Que le bilan du dispositif plus particulièrement sur l'EPCI Bray Eawy est positif au regard de l'intérêt qu'il suscite vis-à-vis des entreprises locales, au point de voir les demandes augmenter d'années en années ;

Qu'à ce jour, depuis 2018, 26 candidatures d'entreprises ont été déposées auprès de la Communauté Bray Eawy, que 6 projets ont été financés (payés), que 3 projets ont été abandonnés (accords bancaires défaillants), qu'un seul dossier a été rejeté par les membres de la commission économique en raison du manque de plus-value du projet sur le développement économique local (enseigne commerciale souhaitant faire financer un entrepôt de stockage sans création d'emploi), que 16 dossiers sont toujours en cours d'instruction (accords bancaires en attente, instruction par la CCI en cours).

Que les entreprises demandeuses couvrent de larges champs d'activités, allant de l'industrie, à l'artisanat, en passant par quelques commerces et que de fait, ce dispositif est traité localement dans un objectif d'égalité et d'équité au profit du développement local ;

Que le respect de cet objectif est garanti par la mise en place d'un règlement sélectif demandant aux entreprises candidates selon leur type d'activité et leurs envergures doivent répondre à des critères de sélection pour pouvoir être bénéficiaire des aides à l'immobilier ;

Que la sélection des entreprises bénéficiaires est faite de façon collégiale à la fois au sein de la commission Aménagement de l'espace et Développement économique ainsi qu'en lien avec le Département et la Chambre de Commerce et d'Industrie ;

Que cette dernière accompagne le Département ainsi que la Communauté de communes Bray Eawy dans l'instruction des dossiers des entreprises candidates (rassemblement des pièces justificatives, montage du dossier financier) en vue de leur passage en Commission départementale pour paiement après accord de la commission Aménagement de l'espace et Développement économique ;

Que le renouvellement de cette délégation et que la reconduction de ce dispositif permet aux entreprises d'accéder à d'autres aides immobilières proposées par la Région Normandie, venant abonder aux versements intercommunaux et départementaux ;

Que, la participation de la Communauté Bray-Eawy aux aides à l'immobilier d'entreprise ira de 5000 à 10 000€ maximum par candidat selon l'envergure du projet immobilier et du montant des dépenses subventionnables portées par les entreprises ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : *De renouveler la délégation de la compétence d'octroi de tout ou partie des aides à l'immobilier d'entreprise au Conseil Départemental de la Seine-Maritime, conformément à la convention afférente.*

Article 2 : *D'approuver la convention.*

Article 3 : *D'approuver le règlement des aides à l'immobilier d'entreprise.*

Article 4 : *De donner délégation au Président pour signer tous les documents se rapportant à ce dossier.*

Tourisme

Avenant n°1 à la Convention de partenariat pour l'entretien des aménagements et équipements d'accueil du public en forêt domaniale d'Eawy et en forêt indivise d'Eu

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu la délibération n°2020-D85 relative à la convention d'entretien avec l'Office National des Forêts ;

Vu le projet d'avenant à la convention ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Qu'en 2020 une convention d'entretien a été signée avec l'Office National des Forêts visant à définir les modalités d'entretien des aménagements touristiques dans le massif d'Eawy et dans la forêt d'Eu ;

Qu'en 2021 une convention d'investissement a été signée avec l'Office National des Forêts afin d'équiper certains itinéraires de randonnée en matière de balisages et d'équipements touristiques ;

Qu'en 2022, il convient d'établir un avenant à la convention d'entretien afin d'intégrer à celle-ci les nouveaux mobiliers installés 2021. (Mobilier prévus dans la convention d'investissement signée en 2021) ;

Qu'il convient d'apporter une ligne budgétaire supplémentaire de 1 000.00 €, afin de pouvoir maintenir en état les mobiliers d'accueil qui pourrait devenir vétustes ou dangereux ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'accepter les modifications proposées par l'Office National des Forêts à notre convention initiale d'entretien des aménagements touristiques dans le massif d'Eawy et dans la forêt d'Eu.

Article 2^e : D'approuver les termes de l'avenant à la convention d'entretien.

Article 3^e : De porter le plafond de versement annuel de la participation de fonctionnement à 21 557.00 €.

Article 4^e : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution du présent avenant.

Concours photos 2022

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Que la Communauté de Communes souhaite développer un concours photo sur son territoire ;

Que le concours photo portera sur la thématique « Rues, ruelles et sentes en Bray-Eawy » ;

Que ce concours est ouvert du 1^{er} mars 2022 au 15 novembre 2022 ;

Que ce concours est gratuit et ouvert à toutes et tous ;

Que chaque candidat présentera un maximum de 12 photos ;

Que toutes les photos devront être libre de droit ;

Qu'une récompense sera attribuée aux 4 clichés sélectionnés après une composition ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : De définir le montant des prix attribués de la façon suivante :

1^{er} prix d'une valeur de 100€

2^e prix d'une valeur de 80€

3^e prix d'une valeur de 50€

4^e prix d'une valeur de 20€

Article 2^e : D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Sortie Salon International de l'Agriculture 2022

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 relatifs aux règles générales applicables aux EPCI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant création de la Communauté Bray-Eawy ;

Vu les statuts de la Communauté Bray-Eawy approuvés par délibération du 27 février 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 16 février 2022 ;

Considérant

Que le Salon International de l'Agriculture a lieu du 26 février 2022 au 6 mars 2022 ;

Que la Communauté de Communes Bray-Eawy propose d'affréter un car pour permettre aux habitants du territoire de se rendre à ce salon ;

Que ce voyage se déroulera durant une journée, le mardi 01 mars 2022, et que son départ se fera depuis la commune de Neufchâtel-en-Bray ;

Que le tarif appliqué sera celui de la régie service tourisme « Participation individuelle à une visite catégorie 5 » ;

Que les inscriptions se font dans leur ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : *De fixer la participation de ce transport à 20.00€ par personne (Tarif correspondant à une « Participation individuelle à une visite catégorie 5 » de la régie service tourisme.).*

Article 2^e : *D'autoriser Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Questions diverses

M. Troude fait une communication sur l'assemblée générale de l'Association « la Joie de Vivre ».

Aucune autre question n'étant posée, la séance est levée à 21H15.